

visit our website
www.belgavoka.be

BELGAVOKA®

EESV - GEIE - EWIV - EEIG N° 265

Belgavoka est un **réseau d'avocats**, représenté dans chacun des 27 arrondissements judiciaires belges et au Grand-Duché de Luxembourg (voir verso de ce dépliant).

- Le réseau poursuit les objectifs suivants :
- L'offre de services juridiques à travers tout le territoire belge;
 - Une collaboration innovante, dynamique et transparente dans l'intérêt de la clientèle;
 - La communication d'informations juridiques, via une lettre d'information et d'un site internet;
 - L'échange d'expériences dans certains domaines juridiques spécifiques;
 - La formation permanente.

- Les formations permanentes de cette année portaient déjà sur :
- La Cour de Cassation : son rôle, l'accès à la Cour, la procédure et le fonctionnement, préparation d'une cassation, par Me Johan Verbist;
 - La modernisation des droits européen et belge de la concurrence. Conséquences pour la pratique, par Me Peter L'Ecluse.

Le comité de Belgavoka.

Belgavoka is een netwerk van advocaten, vertegenwoordigd in elk van de 27 gerechtelijke arrondissementen van België en in het G.H. Luxemburg (zie achterzijde van de nieuwsbrief).

- Het netwerk heeft de volgende doelstellingen :
- het aanbieden van juridische dienstverlening in heel België;
 - een innoverende, dynamische en duidelijke samenwerking in het belang van de cliënteel;
 - het meedelen van interessante juridische informatie via een nieuwsbrief en de webstek;
 - de uitwisseling van ervaringen in specifieke rechtsdomeinen;
 - de permanente vorming.

- De permanente vorming dit jaar omvatte reeds volgende onderwerpen :
- Het Hof van Cassatie : zijn rol, de toegang tot het Hof, de procedure en werking, hoe een cassatieberoep voorbereiden, door Mr Johan Verbist;
 - De modernisering van het Europees en Belgisch concurrentierecht. Gevolgen voor de praktijk, door Mr Peter L'Ecluse.

Het Belgavoka comité.

Belgavoka ist ein Netzwerk aus Anwälten, das sich über alle 27 Gerichtsbezirke Belgiens sowie über das Großherzogtum Luxemburg erstreckt (siehe letzte Seite).

- Das Netzwerk hat folgende Zielsetzung :
- das Angebot einer juristischen Dienstleistung über ganz Belgien;
 - ein innovatives, dynamisches und deutlich auf Zusammenarbeit ausgerichtetes Dienstleistungsangebot im Interesse der Mandanten;

- das Verbreiten von interessanter juristischer Information durch ein regelmäßig erscheinendes Informationsblatt und über die Internetseite;
- der Erfahrungsaustausch in den einzelnen Rechtsbereichen;
- die ständige Weiterbildung.

Gegenstand der ständigen Weiterbildung waren in diesem Jahr bereits folgende Themen:

- Der Kassationshof: seine Aufgabe, Zugang zum Kassationshof, Verfahren und Arbeitsweise, Vorbereitung eines Kassationsverfahrens, von Rechtsanwalt Johan Verbist;
- Die Modernisierung des europäischen und belgischen Wettbewerbsrechts. Praktische Konsequenzen, von Rechtsanwalt Peter L'Ecluse.

Der Belgavoka comité.

Belgavoka is a network of lawyers, represented in each of the 27 legal districts of Belgium and the Grand Duchy of Luxembourg (see last page).

- The network has the following objectives :
- offering legal services throughout Belgium;
 - an innovating, dynamic and clear cooperation in the interest of the customer;
 - making interesting legal information known via a newsletter and the website;
 - exchanging experiences in specific legal fields;
 - continuous training.

Continuous training programmes have already dealt with the following subjects this year:

- The Supreme Court of Appeal: its role, access to the Court, procedure and functioning, preparation of an appeal, by Johan Verbist;
- The modernisation of European and Belgian competition law. Practical consequences, by Peter L'Ecluse.

The Belgavoka committee.



N° 13/2004



P. L'Ecluse

LA MODERNISATION DU DROIT EUROPÉEN DE LA CONCURRENCE

Le récent élargissement de l'Union Européenne a donné lieu à ce que certains ont exagérément qualifié de "révolution Copernicienne" du maintien du droit de la concurrence européen. Cela concerne l'application de l'article 81 du Traité-CE (qui interdit certains accords restrictifs de concurrence) et l'article 82 (qui exclut les abus de position dominante).

Au cours de ces 50 dernières années, la Commission Européenne a joué un rôle majeur dans le maintien des articles 81 et 82 du Traité-CE, alors que les autorités nationales de concurrence et les tribunaux ne jouaient que les seconds violons. Ce système, qui avait été dessiné pour une Union Européenne de tout au plus 15 Etats membres, n'était cependant plus adapté à une nouvelle Union composée de 25 Etats membres. À la lumière de l'élargissement de l'Union Européenne du 1er mai 2004, une réforme radicale – une modernisation – au système de maintien du droit de la concurrence européen s'imposait.

La modernisation du droit de la concurrence européen a été coulée dans le Règlement (CE) n°. 1/2003 du Conseil relatif à la mise en œuvre des règles de concurrence prévues aux articles 81 et 82 du traité, qui est entré en vigueur le 1er mai 2004. ⁽¹⁾

Tout d'abord, depuis le 1er mai 2004 les tribunaux nationaux et les autorités nationales de concurrence ont le pouvoir d'appliquer tant l'article 81 (1) que l'article 81 (3) du Traité-CE. L'article 81 (1) interdit certains accords restrictifs de concurrence, alors que l'article 81 (3) prévoit des exceptions spécifiques à cette règle. Auparavant, les autorités nationales n'avaient que le pouvoir d'appliquer l'article 81 (1); pour pouvoir bénéficier d'une exemption aux termes de l'article 81 (3), un accord devait obligatoirement être notifié auprès de la Commission Européenne. Seule la Commission pouvait décider si l'accord notifié entrait, ou non, dans le champ de l'article 81(3). À présent, ce monopole n'existe plus.

Deuxièmement, les tribunaux nationaux et les autorités de concurrence jouent à présent un rôle bien plus important dans le maintien du droit européen de la concurrence, vu que depuis le 1er mai 2004 ils peuvent également appliquer l'article 81 (3). Une collaboration plus étroite entre les différentes autorités nationales de concurrence est dès lors nécessaire si on veut pouvoir garantir le bon fonctionnement du nouveau système. À cette fin, des nouvelles règles touchant à la collaboration entre la Commission et les autorités nationales de concurrence ont été mises au point et une nouvelle vie a été insufflée au "European Competition Network" – un réseau de collaboration entre les autorités nationales de concurrence et la Commission.

Troisièmement, les entreprises elles-mêmes seront appelées à (devoir) jouer un rôle plus actif dans le maintien du droit de la concurrence. En effet, la possibilité de notifier un accord auprès de la Commission et d'ensuite attendre une décision de sa part a été supprimée. Les entreprises devront se livrer à l'exercice de l'auto-inspection ("self-assessment") et vérifier elles-mêmes si leur accord n'enfreint pas le droit de la concurrence.

En déplaçant une part de la responsabilité du maintien du droit de la concurrence aux Etats membres, la Commission espère pouvoir libérer du temps et des moyens pour poursuivre les cartels.

Cependant, la modernisation a donné naissance à de nouveaux problèmes, qui auparavant ne se posaient pas, ou que dans une

moindre mesure. Ainsi dorénavant, le droit de la concurrence européen devra être appliqué par 25 autorités nationales différentes, ce qui donnera inévitablement lieu à des interprétations divergentes. Il ne sera dès lors pas évident pour la Commission Européenne et les instances judiciaires européennes de garantir l'uniformité du droit de la concurrence. Cela peut à son tour donner lieu à un second problème – celui du "forum shopping". Les entreprises auront dans certains cas le choix d'approcher des autorités nationales différentes. Ces entreprises auront tout avantage à toujours aborder l'autorité de concurrence qui est supposée prendre la décision la plus avantageuse. Il est à craindre que cette évolution ne sera pas des plus favorables du point de vue de la sécurité juridique et de l'application uniforme du droit communautaire.

(1) J.O. 2003, L 1/1 (ci après, "Règlement 1/2003")

LA COUR DE JUSTICE DES COMMUNAUTÉS EUROPEENNES



J-P Noesen

La Cour de Justice des Communautés Européennes est l'une des institutions communautaires les plus importantes. Son siège est à Luxembourg.

Elle a pour mission générale d'assurer le respect du droit dans l'interprétation et l'application des différents traités européens.

Elle est compétente pour connaître quatre types de contentieux : l'annulation, l'interprétation, la pleine juridiction et la répression.

Elle n'est par contre pas, en dépit d'une croyance largement répandue, la juridiction suprême d'Europe qui pourrait censurer les décisions des juridictions nationales des pays membres de la Communauté.

Elle n'est pas à confondre avec la Cour des Droits de l'Homme, qui siège à Strasbourg, qui s'inscrit dans le cadre institutionnel du Conseil de l'Europe, et qui interprète exclusivement la Convention Européenne des Droits de l'Homme et ses Protocoles annexes.

A. le contentieux de l'annulation

Ce contentieux a pour seul but l'annulation d'une décision des institutions communautaires jugées illégales.

On y distingue différents types de recours : le recours dirigé contre les décisions juridictionnelles, le recours pour excès de pouvoir dirigé contre les actes administratifs et le recours dirigés contre le silence ou l'abstention de l'administration communautaire.

Ces recours peuvent être introduits par tout intéressé, Etats membres, conseil, commission, Parlement, Cour des comptes.

Si la Cour juge le recours fondé, elle annule la décision contestée.

B. le contentieux de l'interprétation

Le contentieux de l'interprétation est celui dans lequel la Cour est amenée à interpréter le droit communautaire à titre préjudiciel.

Les juridictions des Etats membres dont les décisions ne sont susceptibles d'aucun recours en droit interne sont tenues de poser la question préjudicielle à la cour sur l'interprétation d'un texte communautaire. Le juge nationale est lié par l'interprétation communautaire donnée par la Cour .

Concrètement, ceci signifie qu'un Tribunal belge, devant examiner dans le cadre d'un procès une question de droit communautaire, peut, s'il a un doute sur l'interprétation du droit communautaire, ou un doute sur la conformité du droit belge au droit communautaire, peut demander à la Cour de Justice des Communautés, une réponse aux questions qui se posent. La Cour de Cassation, quant à elle, doit poser cette question lorsqu'un litige pendant devant elle donne lieu à interprétation du droit communautaire.

C. le contentieux de pleine juridiction

Dans ce contentieux, le juge communautaire statue en fait et en droit et accorde la réparation des dommages causés par les Etats membres, les institutions communautaires et par les agents communautaires dans l'exercice de leur fonction.

On distingue différents types de recours : les recours en manquements des Etats membres au droit communautaire, les sanctions contre les Etats membres pour inexécution des arrêts de la Cour, le contentieux de la répression par lequel la Cour inflige des amendes et astreinte prévues par les règlements en cas de violation de ceux-ci et le contentieux de la responsabilité contractuelle et extra-contractuelle des institutions et agents communautaires.

D. les contentieux particuliers et la répression

Dans ces contentieux, la Cour peut être amenée à trancher les litiges entre Etats membres relatifs à un traité communautaire, à des titres communautaires de propriétés industrielle. Elle peut être aussi saisie par la commission pour constater la violation de certaines obligations par des personnes et entreprises.

Les matières dans lesquelles un client du réseau BELGAVOKA peut être appelé à devoir se défendre devant la Cour de Justice, sont plus particulièrement, celles concernant les règles de concurrence communautaires, mais surtout, les questions préjudicielles.

Au vu de l'importance croissante du droit communautaire pour pratiquement tous les domaines du droit, ce contentieux ne vise pas que les grands opérateurs économiques: tout justiciable belge peut devenir demain un justiciable de la Cour de Justice des Communautés, si un litige le concernant présente le moindre élément de droit communautaire

Les membres du réseau BELGAVOKA sont à votre disposition pour défendre vos intérêts devant les juridictions communautaires. En particulier, la présence d'un membre luxembourgeois dans le réseau facilite le traitement des questions d'intendance, alors que les règlements procéduraux de la Cour imposent dans la plupart des cas aux parties une élection de domicile à Luxembourg.

judiciaire sous les articles 1675/2 et suivants de la loi du 05/07/1998.

Le propos de cet exposé n'est bien entendu pas de relater de manière exhaustive les arcanes de cette procédure, mais plutôt de donner un aperçu de celle-ci.

L'article 1675/2 C.J. définit les conditions d'admissibilité au règlement collectif de dettes comme suit :

« Toute personne physique, domiciliée en Belgique, qui n'a pas la qualité de commerçant au sens de l'article 1 du Code de commerce, peut, si elle n'est pas en état, de manière durable, de payer ses dettes exigibles ou encore à échoir et dans la mesure où elle n'a pas manifestement organisé son insolvabilité, introduire devant le Juge une requête visant à obtenir un règlement collectif de dettes. »

Actuellement, le Juge compétent pour examiner l'admissibilité de la demande est le Juge des saisies près le Tribunal de première Instance du lieu du domicile du ou des demandeurs.

Si la demande est déclarée admissible, l'ordonnance désigne un médiateur. Cette décision est notifiée aux créanciers notamment. Ceux-ci doivent faire la déclaration justifiée de leur créance au médiateur dans le mois de la notification.

Le médiateur dispose d'un délai de quatre mois (éventuellement renouvelable) pour établir un plan amiable d'apurement des dettes dans le cadre duquel il définira, au départ des ressources et des biens du ou des demandeurs, un montant mensuel qui couvrira les frais courants ainsi que le montant réservé au paiement des créanciers.

Le plan doit prévoir les modalités de remboursement des dettes et sa durée totale.

Il est adressé au(x) demandeur(s) et à tous les créanciers par courrier recommandé avec accusé de réception.

Dans les deux mois de cet envoi, les créanciers doivent faire part de leur accord ou désaccord quant au plan, étant entendu que leur silence vaut accord.

Si le plan amiable ne reçoit pas l'agrément de tous les créanciers, le médiateur transmet le dossier au Juge des saisies, lequel moyennant certaines contraintes et prérogatives (vente des biens du ou des demandeurs par exemple), peut imposer le plan proposé par le médiateur. L'on parle alors d'un plan judiciaire.

Dans le cadre de cette phase judiciaire, la durée actuelle maximale du plan imposé est de cinq ans tandis qu'il n'existe pas de limite de temps dans le cadre d'un plan amiable.

QUE FAUT-IL EN PENSER ?

Dans la pratique, il est fréquent d'entendre certains créanciers critiquer la procédure de règlement collectif de dettes. Elle aurait pour effet de déresponsabiliser les débiteurs en les encourageant en quelque sorte à multiplier la souscription de contrats de prêt ou d'engagements financiers.

Il faut pourtant observer – bien que la présente remarque n'a pas de prétention scientifique – que c'est souvent un aléas de la vie (séparation, divorce, perte d'un emploi, accident de travail, maladie...) qui justifie la déconfiture de la personne surendettée, et non un cumul volontaire d'engagements financiers trop nombreux.

Un travail de réflexion est à réaliser à ce titre dans le chef d'organismes peu scrupuleux qui offrent de nouveaux crédits à des personnes déjà endettées, au delà de leur capacité de

LE REGLEMENT COLLECTIF DE DETTES, UN BIEN OU UN MAL ?

LA PROCEDURE EN BREF

En préambule, rappelons de manière succincte les principes de la procédure de règlement collectif de dettes intégrés dans le Code



G. Pintiaux

remboursement.

Si cette procédure est certainement une aide apportée aux débiteurs, elle offre pourtant des avantages non négligeables aux créanciers :

En effet, le débiteur –avec le concours du médiateur- a l’obligation de donner une vue complète de ses ressources. Cette transparence constitue assurément un plus pour le créancier.

En outre, le suivi du plan assuré par le médiateur constitue une garantie quant à la réalité et régularité des remboursements annoncés et quant à l’assainissement de la situation financière future du débiteur lequel se verra empêché d’encore grever son budget.

Enfin, le fait que le plan soit dressé par écrit et communiqué à chaque créancier permet à celui-ci de savoir –sauf événement extraordinaire ou fait nouveau- quand et comment sa créance sera réglée, ce qui permet de diminuer considérablement les frais administratifs de recouvrement, et de prévoir le montant qui sera réellement perçu et le délai dans lequel il sera versé.

Il est en effet préférable pour un créancier de connaître rapidement et avec certitude le sort réservé à sa créance plutôt que de se perdre dans les méandres d’une récupération aléatoire et coûteuse pour constater parfois l’insolvabilité du débiteur et l’irrecouvrabilité de sa créance.

En conclusion, afin que débiteurs et créanciers puissent tirer avantage de cette procédure, le médiateur –qui porte bien son nom- doit tenter de trouver un juste équilibre entre les intérêts de chacun, de manière à ce que cette procédure ne soit ni déresponsabilisante pour le débiteur, ni frustrante pour le créancier.

BELGAVOKA G.E.I.E. signale que tout contact avec ses membres constitue uniquement une affaire entre le client potentiel et le membre concerné. Cela signifie que chaque membre se porte garant du secret professionnel et sa responsabilité dans le cadre de la relation avec les clients. Lorsque le client s’adresse à un membre de Belgavoka cette relation ne peut, en aucun cas, engendrer la responsabilité de la G.E.I.E. BELGAVOKA.

het handhavingstelsel van het Europese mededingingsrecht op.

De modernisering van het Europese mededingingsrecht kreeg gestalte in Verordening (EG) nr. 1/2003 van de Raad betreffende de uitvoering van de mededingingsregels van de artikelen 81 en 82 van het Verdrag, die op 1 mei 2004 in werking getreden is.⁽¹⁾

Ten eerste hebben nationale rechtbanken en de nationale mededingingsautoriteiten sinds 1 mei 2004 de bevoegdheid om zowel artikel 81(1) als artikel 81(3) van het EG-verdrag toe te passen. Artikel 81(1) verbiedt bepaalde mededingingsbeperkende overeenkomsten, terwijl artikel 81(3) in specifieke uitzonderingen op deze regel voorziet. Vóór de modernisering hadden de nationale autoriteiten enkel de bevoegdheid om artikel 81(1) toe te passen. Om van de uitzondering onder artikel 81(3) te kunnen genieten, moest een overeenkomst aangemeld worden bij de Europese Commissie. Enkel de Commissie kon beslissen of de aangemelde overeenkomst onder één van de uitzonderingen viel. Dit monopolie is nu verdwenen.

Ten tweede hebben de nationale rechtbanken en mededingingsautoriteiten nu een veel grotere rol in de handhaving van het Europese mededingingsrecht, aangezien ze sinds 1 mei 2004 ook artikel 81(3) kunnen toepassen. Een nauwere samenwerking tussen de nationale mededingingsautoriteiten onderling en tussen de autoriteiten en de Europese Commissie is dan ook nodig om de goede werking van het nieuwe systeem te waarborgen. Met dit oogmerk werden nieuwe regels voor de samenwerking tussen de Commissie en de nationale autoriteiten op punt gesteld, en werd het “European Competition Network” – een samenwerkingsverband tussen de nationale mededingingsautoriteiten en de Commissie – nieuw leven ingeblazen.

Ten derde zullen ook de ondernemingen zelf een actievere rol (moeten) spelen in de handhaving van het mededingingsrecht. De mogelijkheid om een overeenkomst aan te melden bij de Commissie en vervolgens diens oordeel af te wachten bestaat immers niet langer. Ondernemingen zullen in een oefening van introspectie (“self-assessment”) zelf dienen na te gaan of hun overeenkomsten het mededingingsrecht schenden.

Met de verschuiving van een deel van de verantwoordelijkheid voor de handhaving van het mededingingsrecht naar de lidstaten hoopt de Commissie tijd en middelen vrij te maken voor het vervolgen van kartels.

De modernisering brengt echter ook een aantal problemen met zich, die zich voorheen niet of in mindere mate stelden. Zo zal het Europese mededingingsrecht nu toegepast worden door 25 verschillende nationale autoriteiten, wat haast onvermijdelijk aanleiding zal geven tot uiteenlopende interpretaties. Het zal dan ook niet eenvoudig zijn voor de Europese Commissie en de Europese rechtscolleges om de eenvormigheid van het mededingingsrecht te vrijwaren. Dit kan op zijn beurt aanleiding geven tot een tweede probleem – dat van forum shopping. Ondernemingen zullen in bepaalde gevallen de mogelijkheid hebben om verschillende nationale autoriteiten te benaderen. De ondernemingen hebben er dan ook alle belang bij om steeds die mededingingsautoriteit aan te spreken waarvan verwacht wordt dat ze de voordeligste beslissing zal nemen. Deze evolutie zal de rechtszekerheid en de eenvormige toepassing van het gemeenschapsrecht echter niet steeds ten goede komen.

(1) Pb. 2003, L1/1 (hierna “Verordening 1/2003”).

DE MODERNISERING VAN HET EUROPESE MEDEDINGINGSRECHT



P. L'Ecluse

De recente uitbreiding van de Europese Unie heeft aanleiding gegeven tot wat sommigen met wat zin voor overdrijving als een Copernicaanse revolutie van de handhaving van het Europese mededingingsrecht hebben bestempeld. Het betreft de toepassing van artikel 81 van het EG-verdrag (dat bepaalde mededingingsbeperkende afspraken verbiedt) en artikel 82 (dat misbruik van machtspositie aan banden legt).

De voorbije 50 jaar had de Europese Commissie een leidende rol in de handhaving van artikelen 81 en 82 van het EG-verdrag, terwijl de nationale mededingingsautoriteiten en rechtbanken slechts tweede viool speelden. Dit systeem, dat geschied was op de leest van een Europese Unie van 15 lidstaten of minder, was echter niet meer geschikt voor een nieuwe Unie van 25 lidstaten. In het licht van de uitbreiding van de Unie op 1 mei 2004 drong zich dan ook een radicale hervorming – een modernisering – van



J-P Noesen

HET HOF VAN JUSTITIE VAN DE EUROPESE GEMEENSCHAPPEN

Het Hof van Justitie van de Europese Gemeenschappen is één van de belangrijkste gemeenschapsinstellingen, waarvan de zetel gevestigd is in Luxemburg.

Het Hof heeft als algemene opdracht de naleving van het recht te verzekeren bij de interpretatie en de toepassing van de verschillende Europese verdragen.

Het heeft beslissingsbevoegdheid voor vier types van rechtszaken: de nietigverklaring, de interpretatie, de volledige rechtsmacht en de bestraffing.

In weerwil van een wijdverspreide opvatting is het Hof echter niet de opperste rechtspraak van Europa, die de beslissingen van de nationale rechtbanken van de lidstaten van de Gemeenschap kan censureren.

Het Hof is ook niet te verwarren met het Europese Hof voor de Rechten van de mens, dat gevestigd is in Straatsburg, functioneert in het institutionele kader van de Raad van Europa, en zich uitsluitend beperkt tot de interpretatie van het Europees Verdrag tot bescherming van de rechten van de mens en daarbij gevoegde protocollen.

A. de nietigverklaring

Dat rechtszaken heeft als enig doel een onwettig geachte beslissing van de gemeenschapsinstellingen nietig te verklaren.

Daarbij wordt een onderscheid gemaakt tussen verschillende types van vordering: de vordering tot stopzetting gericht tegen de rechterlijke beslissingen, de vordering wegens overschrijding van rechtsmacht gericht tegen administratieve handelingen en de vordering gericht tegen het stilzwijgen of het verzuim van de gemeenschapsadministratie.

Die vorderingen kunnen ingediend worden door iedere belanghebbende, lidstaten, raad, commissie, Parlement, Rekenhof.

Indien het Hof de vordering gegrond acht, verklaart het de betwiste beslissing nietig.

B. de interpretatie

Dat is een rechtszaken waarbij het Hof ertoe gebracht wordt om het gemeenschapsrecht te interpreteren bij wijze van prejudiciële beslissing.

De rechtbanken van de lidstaten die beslissingen nemen waartegen geen beroep kan worden ingesteld in het nationaal recht, dienen de prejudiciële vraag voor te leggen aan het Hof wat betreft de interpretatie van een gemeenschapstekst. De nationale rechter is gebonden door de interpretatie die door het Hof wordt gegeven.

Concreet betekent dat dat een Belgische rechtbank, die in het kader van een rechtszaken een vraag moet onderzoeken op het vlak van het gemeenschapsrecht, indien deze twijfels heeft over de interpretatie van het gemeenschapsrecht of over de overeenkomstigheid van het Belgisch recht met het gemeenschapsrecht, zich tot het Hof van Justitie van de Europese Gemeenschappen kan wenden voor een antwoord op die vragen. Het Hof van Cassatie moet die vraag dan weer stellen wanneer een geschil dat bij dat Hof aanhangig werd gemaakt, aanleiding geeft tot de interpretatie van het gemeenschapsrecht.

C. de volledige rechtsmacht

Bij dat rechtszaken doet de gemeenschapsrechter uitspraak in feite en in rechte en kent hij de herstelling toe van de schade die werd veroorzaakt door de lidstaten, de gemeenschapsinstellingen en door de ingezetenen van de gemeenschap in de uitoefening van hun functie.

Daarbij wordt een onderscheid gemaakt tussen verschillende types van vordering: de vordering wegens overtreding van het gemeenschapsrecht door de lidstaten, de straffen tegen de lidstaten wegens niet-uitvoering van de arresten van het Hof, het rechtszaken van de bestraffing waarbij het Hof de boetes en dwangsom oplegt die voorzien zijn door de reglementen in geval van schending daarvan en het rechtszaken van de contractuele en buitencontractuele aansprakelijkheid van de instellingen en ingezetenen van de gemeenschap.

D. de specifieke rechtszaken en de bestraffing

Bij die rechtszaken kan het Hof ertoe gebracht worden om de geschillen tussen lidstaten te beslechten betreffende een gemeenschapsverdrag, communautaire industriële eigendomsrechten. Ook de commissie kan zich tot het Hof wenden om de schending vast te stellen van sommige verplichtingen door personen en ondernemingen.

De materies waarbij een cliënt van het BELGAVOKA-netwerk kan verzocht worden om zich te verdedigen voor het Hof van Justitie, zijn meer bepaald die welke betrekking hebben op de communautaire mededingingsregels, maar vooral op de prejudiciële vragen.

Gezien het toenemende belang van het gemeenschapsrecht voor vrijwel alle domeinen van het recht, heeft dat rechtszaken niet alleen betrekking op de grote economische operatoren: elke Belgische rechtsonderhorige kan morgen een rechtsonderhorige van het Hof van Justitie van de Europese Gemeenschappen worden, indien een rechtszaken waarbij hij betrokken is, ook maar enig element van het gemeenschapsrecht bevat.

De leden van het BELGAVOKA-netwerk staan te uwer beschikking om uw belangen te verdedigen voor de gemeenschapsrechtsspreken. Met name de aanwezigheid van een Luxemburgs lid in het netwerk vergemakkelijkt de behandeling van de vragen op het vlak van de intendance, terwijl de procedurele reglementen van het Hof de partijen in de meeste gevallen verplichten om woonst te kiezen in Luxemburg.

DE COLLECTIEVE SCHULDENREGELING, GOED OF KWAAD?

DE PROCEDURE IN EEN NOTENDOP

Bij wijze van inleiding geven we een beknopt overzicht van de principes van de procedure van collectieve schuldenregeling opgenomen in het Gerechtelijk Wetboek onder de artikelen 1675/2 en volgende van de wet van 05/07/1998.

Deze uiteenzetting heeft uiteraard niet tot doel een gedetailleerde beschrijving te geven van de mysteries van deze procedure, maar wil zich veeleer beperken tot een overzicht daarvan.

Artikel 1675/2 van het G.W. definieert de toelaatbaarheids-



G. Pintiaux

vereisten van de collectieve schuldenregeling als volgt:

« Elke natuurlijke persoon met woonplaats in België, die geen koopman is in de zin van artikel 1 van het Wetboek van Koophandel kan, indien hij niet in staat is om, op duurzame wijze, zijn opeisbare of nog te vervallen schulden te betalen en voor zover hij niet kennelijk zijn onvermogen heeft bewerkstelligd, bij de rechter een verzoek tot het verkrijgen van een collectieve schuldenregeling indienen.»

De rechter die bevoegd is om de toelaatbaarheid van het verzoekschrift te onderzoeken is thans de beslagrechter bij de Rechtbank van Eerste Aanleg van de woonplaats van de verzoeker(s).

Indien het verzoekschrift toelaatbaar wordt verklaard, wordt in de beschikking een schuldbemiddelaar aangesteld. Die beslissing wordt ter kennis gebracht van de schuldeisers. Die moeten binnen de maand volgend op de kennisgeving een met bewijsstukken gestaafde aangifte van hun schuldvordering indienen bij de schuldbemiddelaar.

De schuldbemiddelaar beschikt over een termijn van vier maanden (eventueel hernieuwbaar) om een ontwerp van minnelijke aanzuiveringsregeling op te stellen waarbij hij, op basis van de geldmiddelen en de goederen van de verzoeker(s), een maandelijks bedrag vaststelt om enerzijds de lopende kosten te dekken en anderzijds de schuldeisers uit te betalen.

Het ontwerp van de regeling moet de terugbetalingsmodaliteiten van de schulden en de totale looptijd ervan bepalen.

Volgens wordt het via een aangetekend schrijven met ontvangstbewijs gestuurd naar de verzoeker(s) en naar alle schuldeisers.

Binnen de twee maanden volgend op die verzending moeten de schuldeisers meedelen of ze al dan niet akkoord gaan met de regeling, waarbij hun stilzwijgen als een akkoord geldt.

Wanneer niet alle schuldeisers akkoord gaan met de minnelijke schuldregeling, maakt de schuldbemiddelaar het dossier over aan de beslagrechter, die, mits sommige dwangbevelen en prerogatieven (verkoop van de goederen van de verzoeker(s) bijvoorbeeld), de door de schuldbemiddelaar voorgestelde regeling kan opleggen. In dat geval spreken we over een gerechtelijke aanzuiveringsregeling.

In het kader van dat gerechtelijk stadium bedraagt de maximale duur van de opgelegde regeling momenteel vijf jaar, terwijl er geen tijdslimiet bestaat in het kader van een minnelijke aanzuiveringsregeling.

WAT MOETEN WE DAARVAN DENKEN?

In de praktijk stellen we vaak vast dat sommige schuldeisers klagen over de procedure van collectieve schuldregeling. Die zou de schuldenaars van hun verantwoordelijkheid ontheffen en hen als het ware aanmoedigen om nog meer leningen of financiële verbintenissen aan te gaan.

Toch willen we opmerken – hoewel deze opmerking niet wetenschappelijk gefundeerd is - dat het vaak een toevaligheid in het leven is (echtscheiding, scheiding, baanverlies, arbeidsongeval, ziekte...) die leidt tot de ondergang van de persoon met een overmatige schuldenlast, en niet een vrijwillige opeenstapeling van al te veel financiële verbintenissen.

In dat verband moet ook gewezen worden op de gewetenloze houding van sommige financiële instellingen die nieuwe kredieten

aanbieden aan personen die reeds gebukt gaan onder een zware schuldenlast, die hun vermogen tot terugbetalen ruim overschrijdt.

Hoewel deze procedure ongetwijfeld een steun betekent voor de schuldenaars, biedt deze ook een aantal niet te verwaarlozen voordelen aan de schuldeisers :

De schuldenaar is – in samenwerking met de schuldbemiddelaar – namelijk verplicht om een volledig overzicht te geven van zijn financiële middelen. Die transparantie is ongetwijfeld een pluspunt voor de schuldeiser.

Bovendien vormt de opvolging van de door de schuldbemiddelaar opgestelde regeling een garantie wat betreft het bestaan en de regelmaat van de aangekondigde terugbetalingen, alsook wat betreft het herstel van de toekomstige financiële toestand van de schuldenaar, die zijn budget niet verder zal kunnen bezwaren.

Het feit, tenslotte, dat het om een schriftelijke regeling gaat die aan elke schuldeiser wordt meegedeeld, stelt de schuldeiser in staat om – behoudens een buitengewoon voorval of een nieuw feit - te weten wanneer en hoe zijn schuldvordering zal uitbetaald worden, waardoor de administratieve invorderingskosten aanzienlijk worden gedrukt en het bedrag kan bepaald worden dat hij werkelijk zal ontvangen, alsook de termijn binnen dewelke dat bedrag zal worden uitbetaald.

Het is voor een schuldeiser namelijk beter om snel en met zekerheid te weten wat er met zijn schuldvordering zal gebeuren, in plaats van te verdwalen in de meanders van een onzekere en dure invordering om soms vast te stellen dat de schuldenaar onvermogen is en hij zijn schuldvordering niet zal kunnen innen.

Conclusie : willen zowel de schuldeiser als de schuldenaar voordeel halen uit deze procedure, dan moet de schuldbemiddelaar – en de term dekt de lading - proberen om een juist evenwicht te vinden tussen de belangen van beiden, zodat deze procedure, enerzijds, noch de schuldenaar onthef van zijn verantwoordelijkheid en, anderzijds, noch de schuldeiser gefrustreerd achterlaat.

BELGAVOKA E.E.S.V. wijst er op dat elk contact met haar leden uitsluitend een aangelegenheid tussen de eventuele cliënt en het betrokken lid betreft. Dit betekent dat het lid instaat voor het beroepsgeheim en de uitsluitende verantwoordelijkheid van de cliëntenrelatie draagt. De cliënt richt zich intuïtu personae tot het lid van Belgavoka en deze relatie kan nooit leiden tot enige aansprakelijkheid van de E.E.S.V. BELGAVOKA.

DIE MODERNISIERUNG DES EUROPÄISCHEN WETTBEWERBSRECHTS

Die kürzliche Erweiterung der Europäischen Union hat zu einer „kopernikanischen Revolution“ der Umsetzung des europäischen Wettbewerbsrechts geführt, wie einige es übertrieben ausdrücken. Es geht um die Anwendung von Artikel 81 (der bestimmte wettbewerbsbeschränkende Vereinbarungen verbietet) und Artikel 82 (der den Missbrauch einer beherrschenden Stellung zügelte) des EU-Vertrages.

In den vergangenen 50 Jahren war die Europäische Kommission bei der Anwendung von Artikeln 81 und 82 des EU-Vertrages



P. L'Ecluse

tonangebend, während die nationalen Wettbewerbsbehörden und Gerichte nur die zweite Geige spielten. Dieses System, das auf eine Europäische Union von maximal 15 Mitgliedstaaten zugeschnitten war, eignete sich nicht länger für eine Union, die seit dem 1. Mai 2004 25 Mitgliedstaaten zählt. In diesem Sinne drängte sich denn auch eine radikale Reform – eine Modernisierung – der Umsetzung des europäischen Wettbewerbsrechts auf.

Die Modernisierung des europäischen Wettbewerbsrechts wurde in der Verordnung (EG) Nr. 1/2003 des Rates zur Durchführung der in den Artikeln 81 und 82 des Vertrags niedergelegten Wettbewerbsregeln Gestalt verliehen. Die besagte Verordnung trat am 1. Mai 2004 in Kraft.⁽¹⁾

Erstens sind die einzelstaatlichen Gerichte und die nationalen Wettbewerbsbehörden seit dem 1. Mai 2004 zur Anwendung von sowohl Artikel 81 Absatz 1 als auch Artikel 81 Absatz 3 des EU-Vertrags befugt. Artikel 81 Absatz 1 untersagt bestimmte wettbewerbsbeschränkende Vereinbarungen, während Artikel 81 Absatz 3 Ausnahmen zu dieser Regel vorsieht. Vor der Modernisierung waren die nationalen Behörden ausschließlich zur Anwendung von Artikel 81 Absatz 1 berechtigt. Um eine Ausnahme gemäß Artikel 81 Absatz 3 geltend machen zu können, musste eine Vereinbarung bei der Europäischen Kommission angemeldet werden. Ihr allein oblag der Beschluss, ob die angemeldete Vereinbarung unter eine der zahlreichen Freistellungen fiel. Dieses Monopol wurde somit abgeschafft.

Zweitens spielen die nationalen Gerichte und Wettbewerbsbehörden jetzt eine viel größere Rolle bei der Anwendung des europäischen Wettbewerbsrechts, da sie seit dem 1. Mai 2004 auch zur Anwendung von Artikel 81 Absatz 3 befugt sind. Folglich bedarf es einer engeren Zusammenarbeit unter den nationalen Wettbewerbsbehörden sowie zwischen diesen Behörden und der Europäischen Kommission, um die einwandfreie Funktion des neuen Systems gewährleisten zu können. Mit diesem Ziel vor Augen wurden neue Regeln für die Zusammenarbeit zwischen der Kommission und den nationalen Behörden ausgearbeitet und wurde das „European Competition Network“, ein Zusammenarbeitsverband zwischen den nationalen Wettbewerbsbehörden und der Kommission, neu belebt.

Drittens werden auch die Unternehmen eine aktivere Rolle bei der Anwendung des Wettbewerbsrechts spielen (müssen). Es ist nicht länger möglich, eine Vereinbarung bei der Kommission anzumelden und deren Beschluss abzuwarten. Unternehmen müssen im Rahmen einer Introspektion („self-assessment“) selbst beurteilen, ob ihre Vereinbarungen das Wettbewerbsrecht verletzen oder nicht.

Durch die teilweise Übertragung der Verantwortung für die Anwendung des Wettbewerbsrechts auf die Mitgliedstaaten hofft die Kommission Zeit und Mittel für die Bekämpfung von Kartellen freizustellen.

Die Modernisierung bringt jedoch auch mehrere Probleme mit sich, die vorher nicht oder in geringerem Maße auftraten. Das europäische Wettbewerbsrecht wird künftig von 25 verschiedenen nationalen Behörden angewendet werden, was unvermeidlich zu auseinandergehenden Interpretationen führen wird. Folglich wird es für die Europäische Union und die europäischen Gerichte nicht einfach sein, die Einheitlichkeit des Wettbewerbsrechts zu schützen. Dies kann seinerseits ein zweites Problem aufwerfen: das sogenannte „Forum Shopping“. Unternehmen werden sich in gewissen Fällen an verschiedene nationale Behörden wenden können. Folglich ist es im Interesse der Unternehmen, sich an jene Wettbewerbsbehörde zu wenden, von der sie die günstigste

Entscheidung erwarten. Diese Entwicklung wird sich nicht immer günstig auf die Rechtssicherheit und die einheitliche Anwendung des Gemeinschaftsrechts auswirken.

(1) Pb. 2003, L1/1 (nachstehend „Verordnung 1/2003“).

DER EUROPÄISCHE GERICHTSHOF



J-P Noesen

Der Europäische Gerichtshof ist eine der wichtigsten Institutionen der Gemeinschaft. Er hat seinen Sitz in Luxemburg.

Seine Aufgabe ist die eines Hüters des Gemeinschaftsrechts, sowohl im Rahmen der Auslegung, als auch der Anwendung der verschiedenen Gründungsverträge.

Der Gerichtshof befasst sich mit 4 verschiedenen Aufgabenbereichen innerhalb der Rechtsprechung: Die Annullierung (Nichtigkeit von Entscheidungen), die Auslegung, die Rechtsprechung in der Sache und die Verfolgung von Vergehen.

Hingegen ist der Europäische Gerichtshof im Gegensatz zu einer weit verbreiteten, landläufigen Meinung, keinesfalls die oberste Gerichtsbarkeit in Europa, die die Entscheidung der Gerichte anderer Länder für nichtig oder ungültig erklären könnte.

Er ist auch nicht zu verwechseln mit dem Europäischen Gerichtshof für Menschenrechte, der in Straßburg tagt, und der eine Institution des Europarats ist, die nicht mit den europäischen Gemeinschaften zu verwechseln ist. Dieser Gerichtshof befasst sich ausschließlich mit der Auslegung des europäischen Abkommens über Menschenrechte und seine Zusatzprotokolle.

a) Nichtigkeitsentscheide

Dieser Typus von Zuständigkeit befasst sich ausschließlich mit der Nichtigkeitsklärung einer angefochtenen Entscheidung einer europäischen Institution, die europäisches Recht verletzt.

Man unterscheidet zwei Typen von Klagen:

Einerseits das Rechtsmittel gegen einen Entscheid des europäischen Gerichtshofs erster Instanz.

Andrerseits aber die Klagen gegen Entscheidungen einer europäischen Institution oder aber die Unterlassung einer Institution, innerhalb einer bestimmten Frist einen Beschluss zu befassen.

Die Mitgliedsstaaten, die Europäische Kommission, der Europäische Rat sowie der Europäische Rechnungshof können eine solche Klage einbringen, genauso wie jeder von der Entscheidung oder Unterlassung unmittelbar Betroffene.

Erklärt der Gerichtshof die Beschwerde für begründet, wird die angegriffene Entscheidung für nichtig erklärt.

b) Die Auslegung des europäischen Rechts

In diesem Falle befasst sich der Gerichtshof mit der Auslegung des Gemeinschaftsrechts im Rahmen der sogenannten Vorabentscheidung.

Die Gerichte der Mitgliedsländer, gegen deren Entscheidung kein Rechtsmittel mehr eingelegt werden kann, sind, sofern sie mit der Auslegung einer europäischen Rechtsnorm befasst sind, verpflichtet,



G. Pintiaux

diese dem europäischen Gerichtshof zum Zwecke der Vorabentscheidung vorzulegen.

Die Gerichte der Mitgliederstaaten sind verpflichtet sich an die von dem europäischen Gerichtshof gegebene Auslegung zu halten. Untergeordneten Gerichten ist es freigestellt, eine Vorabentscheidung zu beantragen, oder aber selbst zu entscheiden.

Konkret bedeutet dies, dass, sollte beispielsweise ein belgisches Gericht einen Zweifel haben darüber, wie eine bestimmte Bedingung europäischen Rechts, das es im Rahmen eines Streitfalles auslegen muss, anzuwenden ist, beim europäischen Gerichtshof eine Vorabentscheidung über diese Frage beantragen kann.

Der Kassationshof hingegen ist verpflichtet, diese Frage an den europäischen Gerichtshof zu stellen.

c) Die vollumfängliche Gerichtsbarkeit

Im Rahmen dieser Gerichtsbarkeit entscheidet der europäische Gerichtshof sowohl in Rechts- als auch in Sachfragen, und entscheidet auch über Schadensersatzansprüche, die an Mitgliedsländer, europäische Institutionen oder europäische Beamte gestellt werden.

Man unterscheidet in diesem Zusammenhang vier Typen von möglichen Klagen:

Unterlassungsklagen gegen Mitgliederstaaten, die gemeinschaftliche Rechtsnormen nicht umsetzen.

Strafverfahren gegen Staaten wegen Nichteinhaltens von Verurteilungen, die aus einem Entscheid eines europäischen Gerichtshofs hervorgehen.

Regelrechte Strafverfahren, anlässlich derer der Gerichtshof Bußgelder und Zwangsgelder, die von einer europäischen Rechtsnorm vorgesehen sind, auferlegt.

Und letzten Endes Schadensersatzansprüche, die aus der vertraglichen oder ausservertraglichen Haftung von Institutionen oder Angestellten der Gemeinschaft hervorgehen.

d) Sonderaufgaben

In diesem Typus von Aufgaben entscheidet der Gerichtshof über Streiffälle zwischen Mitgliedsstaaten in Bezug auf die Auslegung von der Gründungsverträge, aber auch im Rahmen des europäischen Patentrechts.

Auf Antrag der Kommission kann der Europäische Gerichtshof im Rahmen des Euratom-Vertrages auch gegen bestimmte Personen oder Unternehmen vorgehen.

Schlussfolgerung

Ein Mandant des Belgavoka-Netzwerkes kann also in vielfacher Hinsicht Prozesspartei vor dem Europäischen Gerichtshof werden, insbesondere natürlich im Rahmen des Wettbewerbsrechts, aber vor allem im Rahmen der Vorabentscheidungen.

Da dem Gemeinschaftsrecht eine immer größere Bedeutung für praktisch alle Bereiche des Rechts erwächst, betrifft dies nicht nur große Unternehmen:

Jeder belgische Bürger kann morgen Prozesspartei vor dem europäischen Gerichtshof werden, sofern ein ihn betreffender Rechtsstreit in irgendeiner Hinsicht von einer europäischen Rechtsnorm geregelt wird.

Die Mitglieder des Netzwerkes Belgavoka stehen zu Ihrer Verfügung um Ihre Interessen vor dem Europäischen Gerichtshof zu vertreten.

Es sei hervorgehoben, dass die Anwesenheit eines Luxemburger Mitglieds im Netzwerk die Fragen der Logistik und der Prozedur wesentlich vereinfacht, da die Prozessordnung des Europäischen Gerichtshofes in den meisten Fällen eine Wohnsitzerwählung im Grossherzogtum Luxembourg für die Prozesspartei zwingend vorschreibt.

KOLLEKTIVSCHULDENBEGLEICHUNG, EIN WOHL ODER EIN ÜBEL?

KURZE BESCHREIBUNG DER PROZEDUR

Als Vorwort sei kurz an die Grundsätze der Kollektivschuldenbegleichung erinnert, die durch die Artikel 1675/2 und folgende des Gesetzes vom 5. Juli 1998 im belgischen Gerichtsgesetzbuch verankert sind.

Diese Beschreibung wird nur einen allgemeinen Überblick dieser Prozedur erteilen.

Artikel 1675/2 des Gerichtsgesetzbuch definiert die Zulässigkeitskriterien für die Kollektivschuldenbegleichung folgendermaßen:

„Jede in Belgien wohnhafte natürliche Person, die gemäß Artikel 1 des Handelsgesetzbuches nicht zu den Kaufleuten zählt, kann vor dem Richter einen Antrag auf Kollektivschuldenbegleichung einreichen, wenn sie langfristig nicht in der Lage ist, ihre fälligen oder fällig werdenden Schulden zu begleichen, insofern sie ihre Zahlungsunfähigkeit nicht organisiert hat.“

Zur Zeit obliegt es dem Pfändungsrichter des Gerichtes erster Instanz des Wohnsitzes des oder der Antragsteller die Zulässigkeit des Antrags zu prüfen.

Wenn der Antrag als zulässig befunden wird, ernennt der richterliche Beschluss einen Vermittler. Dieser Beschluss wird insbesondere den Gläubigern mitgeteilt. Diese müssen dem Vermittler innerhalb eines Monats nach der Mitteilung eine begründete Forderungserklärung übermitteln.

Der Vermittler hat vier Monate Zeit (eventuell verlängerbar), um einen Schuldenbegleichungsplan auszuarbeiten, in dessen Rahmen er aufgrund der Mittel und Güter des oder der Antragsteller einen monatlichen Betrag festlegt, der die laufenden Kosten sowie den für die Bezahlung der Gläubiger vorgesehenen Betrag abdeckt.

Im Plan müssen die Modalitäten für die Begleichung der Schulden und seine Gesamtdauer vermerkt sein.

Er wird dem/den Antragsteller/n und allen Gläubigern per Einschreiben übermittelt.

Innerhalb von zwei Monaten nach Empfang dieses Einschreibens müssen die Gläubiger ihr Einverständnis bzw. ihre Ablehnung des Plans mitteilen, wobei keine Antwort als Einverständnis ausgelegt wird.

Wenn sich nicht alle Gläubiger mit dem Plan zur gütlichen Einigung einverstanden erklären, leitet der Vermittler das Dossier an den Pfändungsrichter weiter, der anhand gewisser Zwangsmaßnahmen und Vorrechte (beispielsweise Verkauf der Güter des/der Antragsteller/s) den vom Vermittler vorgeschlagenen Plan durchsetzen kann. Dann ist von einem gerichtlichen Plan die Rede.

Im Rahmen dieser gerichtlichen Phase beträgt die Höchstdauer des

aufgelegten Plans fünf Jahre, während bei einem Plan zur gütlichen Einigung keine zeitliche Beschränkung besteht.

WAS SOLL MAN DAVON HALTEN?

In der Praxis beklagen sich gewisse Gläubiger oft über die Kollektivschuldenbegleichung. Sie würde das Verantwortungsgefühl der Schuldner senken und sie in einem gewissem Sinne dazu anregen, mehr Kredite oder finanzielle Verpflichtungen einzugehen.

Es sei jedoch darauf hingewiesen (obwohl die folgende Bemerkung jeglicher wissenschaftlichen Grundlage entbehrt), dass es oft eine unangenehme Überraschung des Lebens ist (Trennung, Scheidung, Verlust des Arbeitsplatzes, Arbeitsunfall, Krankheit usw.), die zur Zahlungsunfähigkeit der hoch verschuldeten Person führt, und nicht eine bewusste Anhäufung von zu vielen finanziellen Verpflichtungen.

Dies sollte skrupellose Finanzinstitute, die bereits verschuldeten Personen neue, ihre Tilgungskapazität überschreitende Kredite anbieten, zum Nachdenken anregen.

Die Kollektivschuldenbegleichung ist zweifelsohne eine Hilfe für die Schuldner, aber sie bietet auch wesentliche Vorteile für die Gläubiger:

Der Schuldner ist nämlich verpflichtet, mit Hilfe des Vermittlers eine komplette Übersicht über seine Einnahmen zu geben. Diese Transparenz ist zweifelsohne im Interesse der Gläubiger.

Überdies garantiert die Überwachung des Plans durch den Vermittler die Realität und Regelmäßigkeit der angekündigten Tilgungen sowie eine Verbesserung der finanziellen Lage des Schuldners, der sein Budget nicht weiter belasten kann.

Da der Plan schriftlich festgelegt wird und jedem Gläubiger übermittelt wird, weiß dieser – außer bei außergewöhnlichen Ereignissen oder neuen Sachverhalten – , wann und wie seine Forderung beglichen werden wird. So kann er die eintreibungsbedingten Verwaltungskosten wesentlich reduzieren und einplanen, welcher Betrag in welcher Frist tatsächlich eingenommen wird.

Es ist für einen Gläubiger in der Tat vorteilhafter, schnell und mit Gewissheit zu wissen, wie es um seine Forderung bestellt ist, als sich auf die Ungewissheit einer kostspieligen Eintreibung zu einzulassen, um letztendlich die Zahlungsunfähigkeit des Schuldners und die Nichteintreibbarkeit seiner Forderung festzustellen.

Damit die Kollektivschuldenbegleichung für Schuldner und Gläubiger von Nutzen ist, muss der Vermittler – der zu Recht diesen Namen trägt – versuchen, ein Gleichgewicht zwischen den Interessen aller Betroffenen zu finden, damit die Prozedur weder den Schuldner von seiner Verantwortung enthebt noch beim Gläubiger Frustrationen auslöst.

BELGAVOKA E.W.I.V. weist darauf hin, dass jeglicher Kontakt mit einem ihrer Mitglieder eine Angelegenheit zwischen dem potentiellen Mandanten und dem betroffenen Mitglied darstellt. Dies bedeutet, dass jedes Mitglied im Rahmen seiner Beziehung Mandanten für die Wahrung des Berufsgeheimnisses einsteht und seine diesbezügliche Verantwortung übernehmen wird. Indem sich der Mandant an ein Mitglied von Belgavoka wendet, richtet er sich ausschliesslich an diese Person und aus dieser Beziehung lässt sich keinesfalls eine Verantwortlichkeit der E.W.I.V. BELGAVOKA ableiten.

THE MODERNISATION OF EUROPEAN COMPETITION LAW



P. L'Ecluse

The recent enlargement of the European Union has been one of the driving elements behind the transformation – described by certain enthusiasts as a Copernican revolution – of the enforcement system of EC competition law. This reform relates to Article 81 of the EC Treaty (which prohibits anti-competitive agreements) and Article 82 (which prohibits abuses of a dominant position).

Over the past 50 years, the European Commission has played the leading part in the enforcement of Articles 81 and 82 of the EC Treaty, while the national competition authorities and courts only had a secondary role. This system, which was designed for a European Union of 15 Member States or less, could not cater to the needs of a newly enlarged Union of 25 Member States. The enlargement of the Union on 1 May 2004 thus required a radical reform – a modernisation – of the enforcement system of EC competition law.

The modernisation of European competition law took shape in Council Regulation No 1/2003 on the implementation of the rules on competition laid down in Articles 81 and 82 of the Treaty, which entered into force on 1 May 2004.⁽¹⁾

First, since 1 May 2004 the national courts and competition authorities have the competence to apply both Articles 81(1) and 81(3). Article 81(1) prohibits anticompetitive agreements, whereas Article 81(3) provides for exceptions to this rule. Before the modernisation, the national authorities could only apply Article 81(1). In order to benefit from an exception under Article 81(3), an agreement had to be notified to the European Commission. Only the Commission had the power to decide whether the notified agreement was within the scope of Article 81(3). This monopoly no longer exists.

Second, the national courts and competition authorities now play a more significant part in the enforcement of EC competition law, as they can also apply Article 81(3). As a result, a closer cooperation between the national competition authorities and between the national competition authorities and the Commission is necessary for the new system to succeed. For this purpose new rules on the cooperation between the Commission and the national competition authorities were developed, and an effort was made to reinvigorate the "European Competition Network" – a cooperation network between the national competition authorities and the Commission.

Third, the companies themselves are required to take a more active part in the enforcement of competition law. Indeed, the possibility of notifying an agreement to the Commission and waiting for the Commission's decision no longer exists. Companies now have to determine themselves, through self-assessment, whether or not their agreements infringe competition law.

By transferring part of the responsibility for enforcing competition law to the Member States, the Commission hopes to have more time and resources for its pursuit of cartels.

The modernisation also creates certain problems that did not arise before, or at least to a lesser extent. For example, European competition law will now have to be applied by 25 different national competition authorities, which will almost inevitably result in divergent interpretations. The European Commission and the European Courts will undoubtedly have their work cut out in trying to safeguard the uniformity of competition law. This could in turn

give rise to a second problem – that of forum shopping. In certain cases companies will have the choice of approaching different national authorities. It will be in the companies' best interest to determine which forum is likely to be most favourable, and to address themselves to that authority. However, this evolution may at times reduce legal certainty and the uniform application of community law.

(1) OJ 2003, L1/1 (hereafter "Regulation 1/2003").

ruling when a dispute before it calls for an interpretation of Community law.

C. actions where the Court has unlimited jurisdiction

In such disputes, the Community judge rules in fact and in law and awards compensation for damage caused by the Member States, Community institutions and Community servants in the performance of their functions.

There are various types of actions: actions against a failure by a Member State to comply with Community law, sanctions against Member States for a failure to implement the Court's rulings, actions where the Court is requested to impose the fines and penalty payments for any delay in implementation provided for in the regulations in the event of an infringement of the latter, and actions involving the contractual and extra-contractual liability of Community institutions and servants.

D. specific disputes and sanctions

In these actions, the Court may be called upon to rule on disputes between Member States relative to a Community treaty, Community industrial property titles. The Court may also be called upon to hear actions instituted by the Commission to establish the infringement of certain obligations by natural and legal persons.

The areas in which a client of the BELGAVOKA network may be called upon to defend themselves before the Court of Justice are more particularly those concerning Community competition rules, but above all questions calling for a preliminary ruling.

Given the increasing importance of Community law in practically all areas of law, these actions do not concern simply economic operators: any person under the jurisdiction of a Belgian court can fall tomorrow within the scope of the jurisprudence of the Court of Justice of the European Communities, if a dispute concerning him involves the slightest element of Community law.

The members of the BELGAVOKA network are at your disposal to defend your interests before the Community jurisdictions; in particular the presence of a Luxembourg member in the network facilitates the handling of administrative issues, while the Court's rules of procedure make it compulsory in most cases for the parties to elect domicile in Luxembourg.



J-P Noesen

THE COURT OF JUSTICE OF THE EUROPEAN COMMUNITIES

The Court of Justice of the European Communities is one of the most important Community institutions. It is headquartered in Luxembourg. Its primary role is to ensure that in the interpretation and application of the various European treaties, the law is observed.

It has jurisdiction to hear four kinds of actions: annulment, interpretation, actions of unlimited jurisdiction and sanctions against infringements.

On the other hand, it is not, despite the widely held belief, the supreme European jurisdiction empowered to act as a court of appeal against the rulings of the national jurisdictions of the Community Member States.

It is not to be confused with the Court of Human Rights, which sits in Strasbourg, and is part of the institutional framework of the Council of Europe, and which interprets exclusively the European Convention on Human Rights and its annexed Protocols.

A. actions for annulment

The sole aim of these actions is the annulment of a decision of the Community institutions on the grounds that it is illegal.

There are several different types of action in this area: appeals against jurisdictional decisions, actions for abuse of power against administrative acts and actions against the silence or abstention of the Community administration.

These actions can be brought by any interested party, Member States, the Council, the Commission, the Parliament, the Court of Auditors.

If the Court rules that the action is well founded, it annuls the disputed decision.

B. actions for interpretation

Actions for interpretation are those in which the Court is asked to give a preliminary ruling on the interpretation of Community law.

The jurisdictions of the Member States whose decisions are not subject to appeal under national law are obliged to seek a preliminary ruling from the Court on the interpretation of a Community text. The national judge is bound by the Court's interpretation of Community law.

In concrete terms, that means that a Belgian court, called upon to rule, in the framework of legal proceedings, on a question of Community law, can, if it has doubts about the conformity of Belgian law with Community law, ask the Court of Justice of the Communities, to rule on the questions raised. The Court of Appeal must seek a preliminary

THE COLLECTIVE SETTLEMENT OF DEBTS, A GOOD OR BAD THING?



G. Pintiaux

THE PROCEDURE IN A NUTSHELL

To begin with, it is worthwhile describing succinctly the principles of the procedure for the collective settlement of debts, as integrated in the Legal Code under 1675/2 and following of the law of 05/07/1998.

The aim here is, of course, to present an overview, rather than attempting to analyse in detail the procedure.

Article 1675/2 L.C. sets out the conditions in which the collective

settlement of debts procedure is available to a debtor, as follows:

“Any natural person having his or her domicile in Belgium, and who is not registered as a tradesperson within the meaning of article 1 of the Commercial Code can, if he or she is not in a position, on an ongoing basis, to pay his or her debts due or falling due at a future date, provided that he or she has not obviously organised his insolvency, apply to the Court with a view to obtaining a collective settlement of his or her debts”

At the present time, it is the “Juge des Saisies” (judge with competence for attachment hearings), sitting in the Court of First Instance having jurisdiction for the district where the applicant has his or her legal domicile, who examines whether an application is admissible.

If the application is declared admissible, the ruling designates a mediator. This decision is notified to the creditors notably. The creditors must submit details of their debt, with supporting documentation, to the mediator within one month after the said notification.

The mediator has four months (possible renewable) to draw up a plan for the discharge of the debt by mutual agreement. In this plan the mediator will determine, based on the applicant’s resources and assets, a monthly amount which will cover current expenses as well as the amount set aside for repayment of the creditors.

The plan must set out the debt repayment arrangements and the total repayment period.

It is sent to the applicant(s) and all the creditors by recorded delivery letter.

Within two months of the date of such notification by recorded delivery, the creditors must confirm whether or not they accept the plan. If they do not respond within that period, they are deemed to accept the plan.

If the repayment plan by mutual agreement is not approved by all the creditors, the mediator submits the file to the “Juge des Saisies” who, subject to certain constraints and prerogatives (sale of the applicant’s goods for example), can impose the plan proposed by the mediator. In that case it is known as a plan sanctioned by the Court.

At the present time, the maximum duration of a plan imposed by the Court is five years; there is no time limit in the case of a mutually agreed repayment plan.

THE PROS AND CONS

In practice, the collective settlement of debts procedure is frequently criticised by creditors since, in their view, it encourages debtors to behave irresponsibly in contracting loans and entering into financial commitments beyond their means.

However, it should be noted – although this comment is not based on any scientific research – that it is often the vagaries of life (separation, divorce, loss of employment, an accident at work, sickness, etc), which lead to people finding themselves overburdened with debt and technically “bankrupt”, rather than any deliberate, excessive accumulation of financial commitments.

In this regard, a study needs to be carried out into the responsibility of unscrupulous lenders that propose new loans to people who are already heavily in debt and do not have the ability to repay them.

If the collective settlement of debts procedure clearly helps debtors, it also has far from negligible advantages for creditors.

In fact, the debtor – with the help of the mediator – is obliged to provide full details of his or her resources. This transparency is most certainly an advantage for the creditor.

In addition, the fact that the mediator monitors the implementation of the plan helps to guarantee the reality and regularity of the scheduled repayments and the future regularisation of the debtor’s financial situation, as the latter will be prevented from putting any further strain on his or her budget.

Finally, the fact that the plan has been drawn up in writing and notified to each creditor means that creditors know – except in the case of exceptional or unforeseen developments – when and how the debt will be settled. This helps creditor to reduce considerably the administrative overheads involved in recovering their debt. It also enables them to ascertain the amount which will actually be repaid as well as the repayment period.

It is preferable for creditors to know rapidly and with certainty the fate of their debt. Otherwise there is a risk of becoming embroiled in an uncertain and costly debt recovery procedure, only to discover quite often that the debtor is insolvent and the debt cannot be recovered.

In conclusion, in order for both debtors and creditors to benefit from this procedure, the mediator –who is very aptly named – must attempt to strike the right balance between the interests of each party, so that this procedure is neither a way of taking responsibility away from the debtor, nor frustrating for the creditor.

BELGAVOKA E.E.I.G. points out that any relationship with its members is a matter between the possible client and the member concerned. This means that each member is responsible for professional secrecy and his liability in the framework of the relationship with clients. The client has a relationship based on the principle of *intuiti personae* when dealing with a Belgavoka member and the E.E.I.G. BELGAVOKA has no liability whatsoever, in any circumstances, with regard to this relationship.

visit our website
www.belgavoka.be

